

ANNEXE 3

Les collectivités locales ultramarines

CELINE BARROS, SUSAN MOIMBE, ESTELLE LOEUILLE ET IMANE SIMONIN (DGOM),
BENOIT de LAPASSE (DGCL)

Les collectivités territoriales d’outre-mer regroupent deux catégories : les collectivités des départements et régions d’outre-mer (DROM), qui relèvent de l’article 73 de la Constitution, et les collectivités d’outre-mer (COM), qui relèvent de l’article 74 de la Constitution ; la Nouvelle-Calédonie, quant à elle, dispose d’institutions spécifiques en application de l’article 77 de la Constitution.

Présentation des comptes consolidés par habitant

Ce rapport présente les comptes par habitant, sous leur forme consolidée, c’est-à-dire la somme des budgets principaux et des budgets annexes, neutralisée des flux entre les budgets et entre les niveaux de collectivités (cf. annexe 2 pour la méthode de consolidation). La part que représentent les budgets annexes dans l’ensemble des comptes est en effet très différente d’un territoire à l’autre, et comparer les comptes par habitant sans prendre en considération les budgets annexes biaiserait les comparaisons.

Toutes les données portent sur 2023 et sont encore provisoires.

3A. Les finances du secteur communal, des départements, des collectivités territoriales uniques et des régions d’outre-mer

Les départements et les régions de Guadeloupe et de La Réunion, les collectivités territoriales uniques (CTU) de Guyane et de Martinique, le Département de Mayotte, auxquels sont applicables, sauf adaptations éventuelles, les règles de droit commun disposent de recettes relevant du droit commun et de recettes fiscales spécifiques : l’octroi de mer, la taxe sur les carburants et les taxes sur les tabacs et les rhums.

Les recettes des collectivités des départements et régions d’outre-mer présentent des spécificités qui les distinguent des collectivités de métropole. Leurs dépenses sont également marquées par la géographie administrative particulière de ces territoires ainsi que leur contexte social et par des règles spécifiques (système de rémunération spécifique des agents...).

L’octroi de mer et la taxe spéciale de consommation sur les carburants constituent une part significative des recettes des collectivités territoriales dans les départements et régions d’outre-mer. Par décision (UE) 2020/1790 du Conseil du 16 novembre 2020 et (UE) 2021/991 du 7 juin 2021, les autorités françaises ont obtenu des instances européennes la prorogation jusqu’au 31 décembre 2021 de la décision n° 940/2014/UE du Conseil du 17 décembre 2014 qui avait autorisé, à compter du 1^{er} juillet

2015, la reconduction du régime de l'octroi de mer pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion et Mayotte initialement jusqu'au 31 décembre 2020. La décision (UE) 2021/991 du 7 juin 2021 autorise également la reconduction d'un nouveau régime d'octroi de mer jusqu'au 31 décembre 2027.

**PART DE L'OCTROI DE MER ET DE LA TAXE SPECIALE DE CONSOMMATION
SUR LES CARBURANTS DANS LES RECETTES FISCALES**

2024	Communes	Départements	Régions	CTU
Guadeloupe	50,4%	5,6%	63,9%	
Martinique	51,8%			24,8%
Guyane	60,5%			39,6%
La Réunion	43,1%	5,9%	58,8%	
Mayotte	71,7%	41,3%		

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion

Le découpage administratif engendre des communes dont la population compte en moyenne plus d'habitants que celles des communes métropolitaines. Les régions de Guadeloupe et de La Réunion sont composées d'un seul département. Depuis le 31 mars 2011, la collectivité départementale de Mayotte exerce les principales compétences dévolues aux départements et régions d'outre-mer. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Guyane et la Martinique se sont dotées d'une collectivité unique exerçant les compétences départementales et régionales.

Ces caractéristiques conduisent à un regard particulier sur les grandes données financières du secteur communal, des départements, des collectivités territoriales uniques et des régions d'outre-mer.

LES COMMUNES DANS LES DOM EN 2023

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	DOM	France métropolitaine	France entière
Nombre de communes	32	34	22	24	17	129	34806	34935
Population moyenne des communes	12010	10610	13028	36298	15089	16739	1882	1937
Part des communes de 10000 hab et plus	41	35,3	31,8	70,8	58,8	45,7	2,8	2,9
Part de la population vivant dans une commune de 10000 hab et plus	75	73,6	80,6	94,8	81,2	84,3	49,6	50,7

Source : DGCL. Insee (recensement de la population 2021)

L'INTERCOMMUNALITE A FISCALITE PROPRE DANS LES DOM EN 2023

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	DOM	France métropolitaine	France entière
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	6	3	4	5	5	23	1232	1255
dont - Métropoles *	0	0	0	0	0	0	22	22
- Communautés urbaines	0	0	0	0	0	0	14	14
- Communautés d'agglomération	5	3	1	5	2	16	213	229
- Communautés de communes	1	0	3	0	3	7	983	990
Population moyenne d'un EPCI à fiscalité propre	64053	120250	71655	174231	51304	93885	53165	53911

Source : DGCL. Aspic Banatic au 1er janvier 2024,

* y compris métropole de Lyon

3.1 Comptes consolidés des communes des DOM (1/2)

La moyenne métropolitaine mise en regard des moyennes ultramarines constitue un indicateur utile mais cette comparaison doit être réalisée avec une extrême prudence compte tenu des remarques formulées sur les pages précédentes (taille des communes ultramarines notamment).

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population municipale	384 315	+0,2%	360 749	-0,1%	286 618	+0,5%
Population totale (a)	389 277	+0,1%	364 916	-0,2%	288 739	+0,5%
Nombre de communes	32	+0,0%	34	+0,0%	22	+0,0%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	1 688	+3,5%	1 670	+3,4%	1 406	+7,4%
Achats et charges externes	302	+10,1%	261	+6,4%	347	+5,0%
Frais de personnel	1 140	+2,4%	1 063	+1,8%	825	+4,0%
Charges financières	26	+2,2%	29	+0,5%	11	+1,3%
Dépenses d'intervention	177	+3,4%	281	+8,0%	179	+29,5%
Autres dépenses de fonctionnement	43	-6,9%	38	+1,1%	44	+19,4%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	1 860	+0,5%	1 859	+5,1%	1 517	+8,5%
Impôts et taxes	1 397	+0,9%	1 418	+4,8%	969	+5,2%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	703	+3,2%	736	+4,0%	589	+6,2%
<i>dont : Octroi de mer</i>	642	+3,9%	695	+4,1%	503	+3,9%
Concours de l'État	316	+9,3%	298	+4,5%	390	+1,1%
Subventions reçues et participations	55	+18,6%	73	+5,7%	76	+114,7%
Ventes de biens et services	45	+17,8%	23	+0,9%	52	+107,6%
Autres recettes de fonctionnement	47	-48,9%	46	+23,4%	30	-4,1%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	172	-22,0%	188	+23,2%	111	+25,1%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	292	-8,4%	303	-7,1%	423	+0,7%
Dépenses d'équipement	269	-8,6%	289	-5,5%	418	+1,2%
Subventions d'équipement versées	2	-51,4%	7	-49,3%	2	+42,9%
Autres dépenses d'investissement	21	+2,9%	7	-1,8%	2	-50,0%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	232	-24,1%	225	+0,2%	396	+9,1%
FCTVA	34	+4,1%	40	+44,3%	50	-6,3%
Dotations et Subventions d'équipement	189	+6,1%	171	+9,5%	333	+11,7%
Autres recettes d'investissement	10	-90,0%	14	-65,1%	13	+11,3%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	1 980	+1,6%	1 973	+1,6%	1 829	+5,8%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	2 092	-3,0%	2 084	+4,6%	1 913	+8,6%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	112	-0	111		84	
Remboursements de dette (8)	81	+12,6%	89	-19,5%	33	-29,3%
Emprunts (9)	45	+31,3%	77	+5,8%	10	-57,0%
Flux net de dette = (9)-(8)	-35	-0	-12		-22	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	2 060	+2,0%	2 062	+0,5%	1 862	+4,9%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	2 137	-2,5%	2 161	+4,6%	1 923	+7,7%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	77	-1	99		61	
Dette au 31 décembre (12)	717	-4,8%	896	-0,7%	305	-7,3%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	9,2%	-2,7 pt	10,1%	+1,5 pt	7,3%	+1,0 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	4,9%	-3,1 pt	5,4%	+2,9 pt	5,1%	+2,1 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	38,6%	-2,2 pt	48,2%	-2,8 pt	20,1%	-3,4 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,2 ans	+ 0,8 an	4,8 ans	- 1,1 an	2,8 ans	- 1,0 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 valeurs provisoires.

3.1 Comptes consolidés des communes des DOM (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	871 157	+0,9%	-	-	65 505 213	+0,3%
Population totale (a)	880 875	+0,9%	320 282	+3,3%	66 696 758	+0,3%
Nombre de communes	24	+0,0%	17	+0,0%	34 836	-0,0%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	1 508	+5,3%	773	+3,0%	1 227	+4,2%
Achats et charges externes	276	+10,1%	137	-5,7%	338	+3,4%
Frais de personnel	952	+3,5%	508	+6,1%	650	+4,5%
Charges financières	32	+15,3%	8	+78,6%	27	+8,7%
Dépenses d'intervention	220	+8,2%	102	+0,9%	161	+5,0%
Autres dépenses de fonctionnement	28	-9,6%	18	-13,9%	50	+0,0%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	1 701	+3,2%	819	+0,0%	1 445	+2,9%
Impôts et taxes	1 238	+1,4%	392	+2,1%	930	+2,3%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	533	+1,8%	281	+2,1%	0	+85,2%
<i>dont : Octroi de mer</i>	473	+2,1%	281	+2,2%	0	-4,7%
Concours de l'État	289	+5,3%	370	+2,4%	233	+2,9%
Subventions reçues et participations	90	+13,0%	40	-21,1%	64	-0,1%
Ventes de biens et services	53	+4,5%	5	-23,2%	146	+5,4%
Autres recettes de fonctionnement	31	+37,3%	12	-25,9%	72	+9,6%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	193	-10,5%	46	-32,6%	218	-3,5%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	511	-9,0%	525	-12,0%	453	+9,8%
Dépenses d'équipement	466	-10,1%	515	-12,0%	414	+10,0%
Subventions d'équipement versées	10	-39,6%	2	-53,8%	24	+3,5%
Autres dépenses d'investissement	34	+34,8%	9	+11,1%	15	+14,9%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	315	+17,9%	385	+2,3%	194	+4,4%
FCTVA	64	+55,2%	60	+42,5%	47	+9,8%
Dotations et Subventions d'équipement	215	+15,3%	324	-1,0%	111	+6,1%
Autres recettes d'investissement	37	-8,4%	2	-78,7%	37	-5,8%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	2 019	+1,2%	1 298	-3,6%	1 680	+5,6%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	2 017	+5,2%	1 204	+0,7%	1 639	+3,1%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	-2		-94		-41	
Remboursements de dette (8)	147	+28,4%	24	+43,7%	102	-1,5%
Emprunts (9)	94	-38,5%	87	+143,5%	116	+13,0%
Flux net de dette = (9)-(8)	-53		62		14	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	2 165	+2,7%	1 322	-3,1%	1 782	+5,2%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	2 110	+2,0%	1 291	+4,9%	1 755	+3,7%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-55		-32		-27	
Dettes au 31 décembre (12)	1 062	-6,3%	368	+16,6%	1 054	+0,9%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	11,4%	-1,7 pt	5,6%	-2,7 pt	15,1%	-1,0 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	2,7%	-3,4 pt	2,6%	-3,6 pt	8,0%	-0,7 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	62,4%	-6,4 pt	45,0%	+6,4 pt	72,9%	-1,4 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,5 ans	+ 0,2 an	8,1 ans	+ 3,4 ans	4,8 ans	+ 0,2 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Pour Mayotte, la source utilisée est l'estimation de population annuelle au 1er janvier

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 valeurs provisoires.

3.2 Comptes consolidés des groupements de communes à fiscalité propre des DOM (GFP) (1/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population municipale	384 315	+0,2%	360 749	-0,1%	286 618	+0,5%
Population totale (a)	389 277	+0,1%	364 916	-0,2%	288 739	+0,5%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	6	+0,0%	3	+0,0%	4	+0,0%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	510	-7,4%	609	+7,5%	371	+14,1%
Achats et charges externes	171	-27,3%	258	+5,9%	237	+11,7%
Frais de personnel	138	+7,3%	176	+7,5%	89	+9,2%
Charges financières	4	-50,7%	9	+20,0%	6	+150,5%
Dépenses d'intervention	150	+20,0%	152	+14,3%	24	+33,2%
Autres dépenses de fonctionnement	47	-12,2%	13	-27,3%	15	+36,8%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	633	+8,6%	697	+9,1%	451	+7,0%
Impôts et taxes	448	+7,5%	457	+5,9%	230	-4,0%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	5	+3,6%	0	-	11	+25,1%
<i>dont : Octroi de mer</i>	0	-	0	-	0	-
Concours de l'État	110	+8,1%	125	+16,4%	113	+26,3%
Subventions reçues et participations	34	-3,1%	40	+89,1%	55	+7,0%
Ventes de biens et services	10	+47,5%	44	-2,2%	40	+10,0%
Autres recettes de fonctionnement	31	+37,3%	31	-7,5%	13	+177,8%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	123	+285,2%	88	+22,3%	79	-17,1%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	101	+15,8%	162	+42,5%	217	+50,1%
Dépenses d'équipement	87	+33,3%	145	+42,8%	200	+43,1%
Subventions d'équipement versées	2	-75,8%	13	+82,7%	2	+12,2%
Autres dépenses d'investissement	12	-16,1%	4	-20,8%	16	+339,9%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	68	+78,1%	95	+615,4%	63	-34,1%
FCTVA	11	+60,6%	6	-9,6%	16	-3,0%
Dotations et Subventions d'équipement	56	+106,2%	84	+3693,0%	41	-45,6%
Autres recettes d'investissement	0	-95,0%	4	-0,7%	6	+65,1%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	611	-4,2%	770	+13,3%	589	+25,2%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	701	+12,9%	792	+21,5%	514	-0,6%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	90		21		-75	
Remboursements de dette (8)	24	+26,2%	30	+9,8%	8	+102,0%
Emprunts (9)	0	-100,0%	18	-45,8%	3	-93,7%
Flux net de dette = (9)-(8)	-24		-11		-5	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	635	-3,4%	800	+13,2%	597	+25,8%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	701	+12,6%	810	+18,1%	517	-9,5%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	66		10		-79	
Dettes au 31 décembre (12)	273	+5,0%	264	-3,4%	142	-3,6%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	19,4%	+13,9 pt	12,7%	+1,4 pt	17,6%	-5,1 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	15,7%	+13,4 pt	8,4%	+1,3 pt	15,9%	-6,0 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	43,1%	-1,5 pt	37,8%	-4,9 pt	31,4%	-3,4 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	2,2 ans	-5,9 ans	3,0 ans	-0,8 an	1,8 ans	+0,3 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population. Pour Mayotte, la source utilisée est l'estimation de population annuelle au 1er janvier

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 valeurs provisoires.

3.2 Les comptes consolidés des groupements de communes à fiscalité propre des DOM (GFP) (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	871 157	+0,9%	-	-	65 505 213	+0,3%
Population totale (a)	880 875	+0,9%	320 282	+3,3%	66 696 758	+0,3%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	5	+0,0%	5	+0,0%	1 232	+0,1%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	676	+5,5%	202	+12,2%	685	+6,1%
Achats et charges externes	387	+4,0%	69	+27,0%	262	+4,6%
Frais de personnel	142	+12,2%	58	+17,0%	221	+9,1%
Charges financières	23	+13,3%	6	+302,2%	20	+10,8%
Dépenses d'intervention	108	+1,2%	52	-4,5%	146	+5,9%
Autres dépenses de fonctionnement	14	+4,8%	18	-15,1%	36	-1,9%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	810	+5,9%	243	+1,2%	852	+5,1%
Impôts et taxes	542	+2,6%	131	-7,2%	445	+4,7%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	7	+9,7%	0	-	0	-87,6%
<i>dont : Octroi de mer</i>	0	-	0	-	0	-
Concours de l'État	111	+6,0%	80	+11,9%	147	+1,9%
Subventions reçues et participations	31	+12,3%	0	-42,4%	45	+6,2%
Ventes de biens et services	111	+23,3%	25	+0,6%	176	+9,3%
Autres recettes de fonctionnement	15	+7,7%	6	+257,1%	40	+3,2%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	135	+8,4%	41	-31,9%	167	+1,4%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	232	-13,7%	144	-48,1%	293	+11,4%
Dépenses d'équipement	196	-21,0%	136	-48,8%	236	+11,6%
Subventions d'équipement versées	20	+105,7%	8	-27,4%	38	+11,6%
Autres dépenses d'investissement	16	+46,9%	0	-86,9%	19	+8,8%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	124	+6,0%	95	-57,7%	99	+7,8%
FCTVA	15	-37,5%	32	+55,7%	21	+14,3%
Dotations et Subventions d'équipement	91	+0,5%	63	-69,0%	57	+8,0%
Autres recettes d'investissement	18	+570,6%	0	-100,0%	21	+1,6%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	908	-0,2%	345	-24,3%	977	+7,6%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	934	+5,9%	337	-27,2%	951	+5,4%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	27		-8		-26	
Remboursements de dette (8)	56	+2,6%	3	+44,4%	68	+1,1%
Emprunts (9)	64	-25,9%	31	-	92	+18,4%
Flux net de dette = (9)-(8)	8		28		24	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	964	-0,0%	349	-24,0%	1 045	+7,2%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	999	+3,1%	369	-20,5%	1 043	+6,4%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	35		20		-3	
Dette au 31 décembre (12)	875	-0,0%	75	+55,4%	780	+4,0%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,6%	+0,4 pt	16,8%	-8,2 pt	19,6%	-0,7 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,7%	+0,6 pt	15,5%	-8,5 pt	11,7%	-0,4 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	107,9%	-6,4 pt	30,7%	+10,7 pt	91,5%	-1,0 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,5 ans	-0,5 an	1,8 ans	+1,0 an	4,7 ans	+0,1 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Pour Mayotte, la source utilisée est l'estimation de population annuelle au 1er janvier

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 valeurs provisoires.

3.3 Comptes consolidés du secteur communal des DOM (1/2)

(communes et groupements à fiscalité propre)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population totale ^(a)	389 995	-0,9%	369 406	-1,2%	284 085	+2,0%
Nombre de communes	32	+0,0%	34	+0,0%	22	+0,0%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	6	+0,0%	3	+0,0%	4	+0,0%
	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
2024						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	2 191	+0,7%	2 271	+4,2%	1 773	+8,5%
Achats et charges externes	469	-7,0%	517	+5,8%	579	+6,8%
Frais de personnel	1 274	+2,7%	1 235	+2,2%	914	+4,5%
Charges financières	30	-11,1%	37	+4,5%	17	+27,7%
Dépenses d'intervention	327	+10,4%	431	+9,8%	203	+30,8%
Autres dépenses de fonctionnement	91	-9,8%	51	-8,2%	59	+23,4%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	2 485	+2,4%	2 547	+5,9%	1 963	+8,0%
Impôts et taxes	1 845	+2,4%	1 875	+5,1%	1 200	+3,3%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	709	+3,2%	736	+4,0%	600	+6,5%
<i>dont : Octroi de mer</i>	642	+3,9%	695	+4,1%	503	+3,9%
Concours de l'État	427	+9,0%	423	+7,7%	502	+5,9%
Subventions reçues et participations	88	+9,2%	111	+24,0%	132	+52,7%
Ventes de biens et services	47	+23,5%	62	-9,0%	87	+42,3%
Autres recettes de fonctionnement	78	-31,8%	77	+8,8%	43	+19,9%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	294	+16,9%	277	+22,9%	190	+3,2%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	389	-2,4%	456	+4,6%	640	+13,5%
Dépenses d'équipement	356	-1,0%	434	+6,6%	618	+11,7%
Subventions d'équipement versées	1	-85,9%	12	-33,4%	4	+39,2%
Autres dépenses d'investissement	33	-4,9%	11	-9,6%	18	+115,8%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	297	-12,1%	312	+32,7%	459	+0,1%
FCTVA	45	+14,2%	46	+33,7%	66	-5,5%
Dotations et Subventions d'équipement	242	+21,6%	247	+59,1%	374	+0,2%
Autres recettes d'investissement	10	-90,2%	18	-59,1%	19	+23,2%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	2 580	+0,2%	2 727	+4,2%	2 413	+9,8%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	2 782	+0,6%	2 859	+8,3%	2 422	+6,4%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	202		132		9	
Remboursements de dette (8)	104	+15,5%	119	-13,7%	41	-19,0%
Emprunts (9)	45	+24,8%	95	-10,7%	14	-82,4%
Flux net de dette = (9)-(8)	-59		-23		-27	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	2 685	+0,7%	2 846	+3,3%	2 454	+9,1%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	2 828	+0,9%	2 954	+7,6%	2 436	+3,4%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	143		109		-18	
Dette au 31 décembre (12)	990	-2,3%	1 160	-1,3%	447	-6,1%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	11,8%	+1,5 pt	10,9%	+1,5 pt	9,7%	-0,4 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,6%	+1,0 pt	6,2%	+2,6 pt	7,6%	+0,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	39,8%	-1,9 pt	45,5%	-3,3 pt	22,8%	-3,4 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,4 ans	-0,7 an	4,2 ans	-1,0 an	2,3 ans	-0,2 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 valeurs provisoires.

3.3 Comptes consolidés du secteur communal des DOM (2/2)

(communes et groupements à fiscalité propre)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
Population totale (a)	870 870	+0,6%	320 282	+3,3%	66 696 758	+0,3%
Nombre de communes	24	+0,0%	17	+0,0%	34 806	-0,0%
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	5	+0,0%	5	+0,0%	1 232	+0,1%
2024						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	2 168	+4,8%	975	+4,8%	1 877	+4,4%
Achats et charges externes	663	+6,5%	206	+3,2%	593	+3,9%
Frais de personnel	1 080	+3,4%	566	+7,1%	847	+4,8%
Charges financières	56	+14,5%	13	+135,9%	47	+9,6%
Dépenses d'intervention	327	+6,0%	154	-0,5%	304	+5,4%
Autres dépenses de fonctionnement	43	-5,2%	35	-14,5%	86	-0,8%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	2 497	+3,6%	1 061	+0,3%	2 262	+3,4%
Impôts et taxes	1 780	+1,8%	523	-0,4%	1 375	+3,1%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	<i>541</i>	<i>+1,9%</i>	<i>281</i>	<i>+2,1%</i>		
<i>dont : Octroi de mer</i>	<i>473</i>	<i>+2,1%</i>	<i>281</i>	<i>+2,2%</i>		
Concours de l'État	400	+5,5%	450	+4,0%	380	+2,5%
Subventions reçues et participations	120	+13,5%	40	-20,4%	106	+2,3%
Ventes de biens et services	150	+8,4%	30	-4,1%	290	+5,2%
Autres recettes de fonctionnement	46	+25,9%	18	-0,2%	112	+7,2%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	328	-3,6%	86	-32,3%	385	-1,4%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	736	-11,1%	649	-25,1%	732	+10,2%
Dépenses d'équipement	662	-13,7%	650	-23,5%	650	+10,5%
Subventions d'équipement versées	24	-3,0%	-11	-245,2%	49	+5,2%
Autres dépenses d'investissement	50	+38,5%	9	+2,9%	33	+11,4%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	433	+13,2%	460	-22,5%	279	+5,0%
FCTVA	78	+21,5%	92	+46,8%	67	+11,1%
Dotations et Subventions d'équipement	300	+9,0%	366	-29,9%	155	+5,6%
Autres recettes d'investissement	55	+28,0%	2	-79,1%	57	-3,0%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	2 905	+0,3%	1 623	-9,6%	2 609	+6,0%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	2 929	+4,9%	1 521	-7,9%	2 541	+3,6%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	25		-102		-68	
Remboursements de dette (8)	203	+20,1%	27	+43,8%	169	-0,4%
Emprunts (9)	158	-33,9%	118	+231,3%	207	+15,3%
Flux net de dette = (9)-(8)	-45		90		39	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	3 108	+1,4%	1 650	-9,0%	2 778	+5,6%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	3 087	+1,9%	1 639	-2,8%	2 748	+4,4%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-20		-12		-30	
Dette au 31 décembre (12)	1 936	-3,6%	443	+21,7%	1 834	+2,2%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	13,1%	-1,0 pt	8,1%	-3,9 pt	17,0%	-0,8 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	5,0%	-2,1 pt	5,6%	-4,7 pt	9,6%	-0,5 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	77,6%	-5,8 pt	41,7%	+7,3 pt	81,1%	-1,0 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,9 ans	- 0,0 an	5,1 ans	+ 2,3 ans	4,8 ans	+ 0,2 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22).

Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 valeurs provisoires.

3.4 Comptes consolidés des conseils départementaux des DOM

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
Population municipale	384 315	+0,2%	871 157	+0,9%	-	-	61 600 436	+0,4%
Population totale ^(a)	389 277	+0,1%	880 875	+0,9%	320 282	+3,3%	62 755 002	+0,4%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	1 749	-1,0%	1 239	+3,9%	1 556	+9,2%	1 029	+3,6%
Achats et charges externes	93	-17,4%	87	+6,4%	267	-3,8%	74	+1,4%
Frais de personnel	357	+5,4%	425	+1,1%	596	+1,4%	232	+3,2%
Charges financières	6	+9,6%	9	+45,5%	11	+32,8%	13	+11,2%
Dépenses d'intervention	1 281	-1,6%	710	+4,7%	624	+21,6%	700	+3,9%
Autres dépenses de fonctionnement	11	+53,0%	8	+21,4%	58	+53,8%	9	+0,6%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	1 933	-0,7%	1 345	+1,3%	1 957	+18,9%	1 106	-0,2%
Impôts et taxes	1 409	+0,6%	794	-3,7%	643	+1,6%	785	-2,0%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	79	+1,0%	47	-0,4%	279	+4,6%	0	+0,0%
<i>dont : Octroi de mer</i>	0	+0,0%	0	+0,0%	160	+13,1%	0	+0,0%
Concours de l'État	368	+0,5%	296	-0,9%	538	+3,6%	150	-0,4%
Subventions reçues et participations	132	-12,1%	235	+21,2%	678	+69,6%	125	+9,8%
Ventes de biens et services	2	-31,9%	6	-19,0%	75	+9,6%	15	+8,2%
Autres recettes de fonctionnement	22	-19,2%	14	+316,3%	22	-7,3%	30	+9,6%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	184	+1,9%	107	-21,4%	401	+81,4%	77	-32,9%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	354	+39,0%	240	-1,1%	344	-12,0%	194	-3,3%
Dépenses d'équipement	308	+47,0%	115	-15,8%	245	-11,8%	129	-3,4%
Subventions d'équipement versées	36	+31,9%	115	+18,3%	99	-4,0%	61	-2,7%
Autres dépenses d'investissement	10	-43,6%	9	+15,4%	0	-100,0%	4	-9,4%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	136	+85,6%	94	+22,1%	117	-28,9%	51	-3,0%
FCTVA	63	+91,4%	17	+10,4%	42	+60,7%	19	+0,4%
Dotations et Subventions d'équipement	70	+88,5%	71	+24,0%	65	-51,7%	28	-2,5%
Autres recettes d'investissement	3	-13,8%	6	+40,1%	10	+156,2%	5	-15,4%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	2 103	+4,1%	1 479	+3,0%	1 900	+4,7%	1 222	+2,4%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	2 068	+2,4%	1 439	+2,4%	2 074	+14,6%	1 157	-0,3%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	-34		-40		174		-65	
Remboursements de dette (8)	33	+4,5%	48	+16,0%	21	+9,2%	51	-4,3%
Emprunts (9)	0	-100,0%	96	+5,3%	0	-100,0%	86	+84,0%
Flux net de dette = (9)-(8)	-33		49		-21		35	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	2 136	+4,1%	1 527	+3,4%	1 921	+4,7%	1 273	+2,2%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	2 068	+0,5%	1 535	+2,6%	2 074	+11,6%	1 243	+3,0%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-68		8		153		-30	
Dettes au 31 décembre (12)	256	-11,6%	461	+10,7%	197	-12,6%	525	+6,8%
Ratios								
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	9,5%	+0,2 pt	7,9%	-2,3 pt	20,5%	+7,1 pt	7,0%	-3,4 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,8%	+0,2 pt	4,4%	-2,7 pt	19,4%	+7,2 pt	2,4%	-3,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	13,3%	-1,6 pt	34,3%	+2,9 pt	10,1%	-3,6 pt	47,4%	+3,1 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	1,4 ans	-0,2 ans	4,3 ans	+1,3 ans	6,5 ans	ns	6,8 ans	+2,5 ans

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 valeurs provisoires.

3.5a Comptes consolidés des régions

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		La Réunion		France métropolitaine	
Population municipale	384 315	+0,2%	871 157	+0,9%	65 505 213	+0,4%
Population totale ^(a)	389 277	+0,1%	880 875	+0,9%	66 696 758	+0,3%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	692	+3,3%	598	+2,8%	345	+2,4%
Achats et charges externes	123	-4,8%	95	+2,4%	91	+27,1%
Frais de personnel	210	+1,1%	190	+4,1%	62	+3,3%
Charges financières	33	+30,7%	35	+3,9%	15	+27,4%
Dépenses d'intervention	308	+4,9%	257	+1,1%	172	-8,2%
Autres dépenses de fonctionnement	19	+25,7%	22	+14,6%	5	-21,3%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	854	-4,7%	792	+3,0%	428	+2,3%
Impôts et taxes	626	-0,9%	537	+4,3%	354	+3,6%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	412	-1,8%	323	+0,9%	4	+0,3%
<i>dont : Octroi de mer</i>	257	-2,0%	159	+2,0%		
Concours de l'État	103	-10,7%	86	-17,4%	22	-24,4%
Subventions reçues et participations	85	-36,1%	162	+14,1%	31	-14,4%
Ventes de biens et services	0	-0,3%	3	+20,6%	11	+139,3%
Autres recettes de fonctionnement	39	+156,2%	4	-30,5%	9	+47,5%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	162	-28,5%	194	+3,4%	83	+2,0%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	745	-9,8%	820	+14,4%	204	+6,8%
Dépenses d'équipement	321	-46,6%	267	+0,4%	49	-3,7%
Subventions d'équipement versées	401	+90,8%	518	+25,2%	143	+7,9%
Autres dépenses d'investissement	23	+53,8%	35	-5,4%	12	+53,6%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	596	-9,4%	812	+59,0%	86	+3,2%
FCTVA	42	+1,0%	39	+16,0%	8	+4,4%
Dotations et Subventions d'équipement	539	-11,9%	756	+61,7%	69	+1,6%
Autres recettes d'investissement	14	+262,4%	16	+76,9%	9	+15,4%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	1 437	-3,9%	1 419	+9,2%	548	+4,0%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	1 450	-6,7%	1 604	+25,3%	514	+2,4%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	13		185		-34	
Remboursements de dette (8)	206	+176,3%	102	+34,2%	35	+13,0%
Emprunts (9)	293	+1039,7%	0	-100,0%	68	+37,1%
Flux net de dette = (9)-(8)	87		-102		33	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	1 643	+4,6%	1 521	+10,6%	583	+4,5%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	1 743	+10,4%	1 604	+23,6%	582	+5,6%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	100		83		-1	
Dettes au 31 décembre (12)	1 235	+7,4%	1 355	-7,9%	522	+6,2%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,9%	-6,3 pt	24,5%	+0,1 pt	19,4%	-0,1 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-	-	11,6%	-2,9 pt	11,2%	-0,8 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	144,6%	+16,3 pt	171,0%	-20,1 pt	122,1%	+4,5 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	7,6 ans	+ 2,6 ans	7,0 ans	- 0,9 an	6,3 ans	+ 0,2 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier, sauf Mayotte : estimations de population (Insee). Les totaux incluant Mayotte sont estimés en conséquence.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 provisoires.

3.5b Les comptes consolidés des collectivités territoriales uniques (CTU)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Martinique		Guyane		Mayotte	
	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
Population municipale	360 749	-0,1%	286 618	+0,5%	-	-
Population totale ^(a)	364 916	-0,2%	288 739	+0,5%	320 282	+3,3%
2024						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	2 268	-15,5%	1 579	+6,7%	1 556	+9,2%
Achats et charges externes	162	-2,6%	244	-11,4%	267	-3,8%
Frais de personnel	729	+4,4%	631	+3,2%	596	+1,4%
Charges financières	66	-1,8%	15	+63,4%	11	+32,8%
Dépenses d'intervention	1 294	-25,6%	640	+18,2%	624	+21,6%
Autres dépenses de fonctionnement	17	+51,7%	49	+16,1%	58	+53,8%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	2 543	-13,4%	1 891	+3,1%	1 957	+18,9%
Impôts et taxes	1 961	+0,4%	1 144	+3,5%	643	+1,6%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	593	+0,5%	504	+18,9%	279	+4,6%
<i>dont : Octroi de mer</i>	254	-1,2%	218	+10,1%	160	+13,1%
Concours de l'État	552	-4,3%	260	+0,5%	538	+3,6%
Subventions reçues et participations	-10	-102,7%	455	+15,6%	678	+69,6%
Ventes de biens et services	23	+2,2%	1	-115,9%	75	+9,6%
Autres recettes de fonctionnement	15	-22,2%	32	-60,4%	22	-7,3%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	274	+8,8%	312	-11,7%	401	+81,4%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	669	-2,4%	1 128	-1,4%	344	-12,0%
Dépenses d'équipement	373	-11,5%	510	+10,8%	245	-11,8%
Subventions d'équipement versées	295	+16,1%	547	-17,2%	99	-4,0%
Autres dépenses d'investissement	1	-88,3%	71	+211,0%	0	-100,0%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	189	-38,2%	900	+78,4%	117	-28,9%
FCTVA	53	-11,8%	83	+108,5%	42	+60,7%
Dotations et Subventions d'équipement	134	-41,6%	804	+76,6%	65	-51,7%
Autres recettes d'investissement	2	-87,7%	12	+33,3%	10	+156,2%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	2 937	-12,8%	2 707	+3,2%	1 900	+4,7%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	2 732	-15,7%	2 791	+19,4%	2 074	+14,6%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	-205		84		174	
Remboursements de dette (8)	200	+10,4%	55	+14,8%	21	+9,2%
Emprunts (9)	295	+2,6%	156	+5,8%	0	-100,0%
Flux net de dette = (9)-(8)	94		101		-21	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	3 137	-11,6%	2 763	+3,4%	1 921	+4,7%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	3 026	-14,2%	2 947	+18,6%	2 074	+11,6%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-111		184		153	
Dette au 31 décembre (12)	2 617	+4,0%	704	+16,1%	197	-12,6%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	10,8%	+2,2 pt	16,5%	-2,8 pt	20,5%	+7,1 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	2,9%	+0,5 pt	13,5%	-3,1 pt	19,4%	+7,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	102,9%	+17,2 pt	37,2%	+4,2 pt	10,1%	-3,6 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	9,5 ans	-0,4 an	2,3 ans	+0,5 an	6,5 ans	ns

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 provisoires.

3.6 Comptes consolidés des syndicats des DOM (1/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
Population municipale	384 315	+0,2%	360 749	-0,1%	286 618	+0,5%
Population totale ^(a)	389 277	+0,1%	364 916	-0,2%	288 739	+0,5%
Nombre de syndicats (ayant un budget)	12	-7,7%	5	+0,0%	3	+0,0%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	326	+26,1%	131	-7,9%	13	+20,2%
Achats et charges externes	191	+21,7%	52	-11,6%	3	-2,8%
Frais de personnel	93	+6,1%	61	+8,8%	10	+27,1%
Charges financières	1	-1,6%	3	-11,5%	0	-
Dépenses d'intervention	0	-26,5%	1	-21,2%	0	-
Autres dépenses de fonctionnement	39	+261,2%	15	-37,2%	0	+139,2%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	301	-2,9%	185	+6,3%	16	+22,2%
Impôts et taxes	78	+1,4%	20	-5,7%	0	-
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	0	-	0	-	0	-
<i>dont : Octroi de mer</i>	0	-	0	-	0	-
Concours de l'État	0	-100,0%	0	-	0	-7,1%
Subventions reçues et participations	195	+1,1%	123	-5,6%	14	+14,2%
Ventes de biens et services	10	+68,3%	8	+35,6%	1	+159,1%
Autres recettes de fonctionnement	18	-47,8%	33	+110,3%	0	+155,7%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	-25	-148,5%	53	+70,6%	3	+34,1%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	52	-47,1%	38	-46,3%	1	+19,3%
Dépenses d'équipement	51	-43,8%	38	-34,3%	1	+19,1%
Subventions d'équipement versées	0	-	0	+351,0%	0	-
Autres dépenses d'investissement	0	-92,9%	0	-100,0%	0	-
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	66	-43,0%	45	+29,0%	1	+37,8%
FCTVA	9	+68,9%	8	-45,9%	0	-67,6%
Dotations et Subventions d'équipement	57	+4,0%	27	+27,1%	1	+101,6%
Autres recettes d'investissement	0	ns	11	ns	0	-100,0%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	377	+6,0%	169	-20,6%	14	+20,1%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	367	-13,8%	230	+10,1%	17	+23,1%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	-11		60		3	
Remboursements de dette (8)	5	+1,1%	24	+132,1%	0	-
Emprunts (9)	11	+180,6%	27	-	0	-
Flux net de dette = (9)-(8)	6		2		0	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	382	+6,0%	194	-13,5%	14	+20,1%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	377	-12,0%	256	+22,8%	17	+23,1%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-4		63		3	+0
Dette au 31 décembre (12)	127	+19,6%	142	+1,8%	0	
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	-	-24,9 pt	28,9%	+10,9 pt	16,2%	+1,4 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-	-25,0 pt	15,7%	+3,8 pt	16,2%	+1,4 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	42,3%	+8,0 pt	77,2%	-3,4 pt	0,0%	+0,0 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	-5,1 ans	-7,2 ans	2,7 ans	-1,8 an	0,0 an	0,0 ans

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22).

Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 provisoires.

3.6 Comptes consolidés des syndicats des DOM (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
Population municipale	871 157	+0,9%	-	-	65 505 213	+0,3%
Population totale ^(a)	880 875	+0,9%	320 282	+3,3%	66 696 758	+0,3%
Nombre de syndicats (ayant un budget)	9	+0,0%	4	+0,0%	9 001	-1,5%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	134	+4,9%	144	+1,3%	200	+1,4%
Achats et charges externes	91	+0,9%	45	+2,4%	108	+2,7%
Frais de personnel	26	+18,4%	65	-0,1%	53	+7,3%
Charges financières	5	+0,8%	5	+256,3%	9	+11,9%
Dépenses d'intervention	0	-9,5%	0	-	16	+1,2%
Autres dépenses de fonctionnement	12	+14,0%	29	-8,8%	15	-24,2%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	136	+2,3%	159	-10,8%	262	+1,7%
Impôts et taxes	3	-18,1%	38	+2,8%	34	+0,1%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	0	-	0	-	0	-
<i>dont : Octroi de mer</i>	0	-	0	-	0	-
Concours de l'État	0	-38,4%	0	-	1	+19,6%
Subventions reçues et participations	104	+0,9%	57	-6,7%	95	+3,9%
Ventes de biens et services	16	+3,4%	50	-28,2%	107	+4,9%
Autres recettes de fonctionnement	13	+21,5%	15	+29,6%	25	-15,0%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	2	-63,3%	15	-58,8%	62	+2,6%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	104	+5,8%	174	-20,1%	129	+2,3%
Dépenses d'équipement	94	+4,9%	174	-20,1%	112	+1,0%
Subventions d'équipement versées	1	-	0	-	4	-10,7%
Autres dépenses d'investissement	9	+1,1%	0	-	12	+24,1%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	69	+84,2%	188	+56,6%	59	+3,0%
FCTVA	18	+159,9%	6	+7,6%	4	+5,3%
Dotations et Subventions d'équipement	42	+77,6%	182	+64,0%	43	+1,7%
Autres recettes d'investissement	9	+32,5%	0	-99,7%	12	+7,0%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	238	+5,3%	318	-11,6%	329	+1,8%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	205	+20,4%	347	+16,4%	320	+2,0%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	-33		29		-9	
Remboursements de dette (8)	7	+10,2%	7	+602,8%	27	+3,0%
Emprunts (9)	101	+451,0%	62	-	39	+8,1%
Flux net de dette = (9)-(8)	94		55		12	
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	244	+5,4%	325	-9,9%	356	+1,9%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	305	+62,1%	409	+37,3%	360	+2,6%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	61		84		3	
Dette au 31 décembre (12)	362	+32,1%	125	+73,4%	297	+3,2%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	1,3%	-2,4 pt	9,3%	-10,8 pt	23,5%	+0,2 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-	-2,7 pt	4,7%	-14,8 pt	13,1%	+0,1 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	266,9%	+60,1 pt	78,8%	+38,3 pt	113,6%	+1,6 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	ns	ns	8,5 ans	+ 6,5 ans	4,8 ans	+ 0,0 ans

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 provisoires.

3.7 Comptes consolidés de l'ensemble des collectivités des DOM (y compris syndicats) (1/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	Guadeloupe		Martinique		Guyane	
	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
Population municipale	384 315	+0,2%	360 749	-0,1%	286 618	+0,5%
Population totale ^(a)	389 277	+0,1%	364 916	-0,2%	288 739	+0,5%
Nombre de communes	32	+0,0%	34	+0,0%	22	+0,0%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	4 888	+2,0%	4 658	-6,6%	3 329	+7,8%
Achats et charges externes	876	-3,0%	730	+2,4%	827	+0,6%
Frais de personnel	1 934	+3,2%	2 025	+3,2%	1 555	+4,1%
Charges financières	71	+6,6%	106	+0,0%	31	+42,3%
Dépenses d'intervention	1 847	+1,9%	1 713	-18,9%	807	+22,1%
Autres dépenses de fonctionnement	160	+19,6%	83	-8,2%	109	+20,2%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	5 503	+0,1%	5 263	-4,2%	3 833	+5,7%
Impôts et taxes	3 958	+1,2%	3 857	+2,6%	2 343	+3,4%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	1 199	+1,3%	1 329	+2,4%	1 104	+11,8%
<i>dont : Octroi de mer</i>	899	+2,1%	949	+2,6%	721	+5,7%
Concours de l'État	898	+2,8%	976	+0,6%	763	+4,0%
Subventions reçues et participations	432	-9,9%	212	-62,3%	564	+23,9%
Ventes de biens et services	59	+26,3%	93	-3,7%	89	+53,0%
Autres recettes de fonctionnement	157	-17,7%	125	+18,1%	75	-35,5%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	615	-13,3%	605	+18,9%	504	-6,4%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	1 479	-4,4%	1 156	-3,0%	1 763	+3,6%
Dépenses d'équipement	1 036	-17,8%	845	-4,7%	1 128	+11,3%
Subventions d'équipement versées	377	+77,0%	299	+10,7%	546	-17,0%
Autres dépenses d'investissement	66	-10,3%	12	-66,2%	89	+185,3%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	1 034	-10,5%	539	-6,3%	1 354	+41,5%
FCTVA	159	+33,0%	107	-1,7%	149	+35,9%
Dotations et Subventions d'équipement	849	-2,9%	401	-1,1%	1 174	+42,7%
Autres recettes d'investissement	26	-83,7%	31	-48,7%	31	+26,5%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	6 368	+0,5%	5 814	-5,9%	5 092	+6,3%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	6 538	-1,8%	5 801	-4,4%	5 188	+13,1%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	170	-0	-13	-1	96	-1
Remboursements de dette (8)	349	+72,9%	343	+4,2%	96	-2,5%
Emprunts (9)	349	+234,5%	416	+5,7%	170	-25,0%
Flux net de dette = (9)-(8)	1	-1	73	+0	74	-0
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	6 717	+2,7%	6 157	-5,4%	5 189	+6,1%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	6 887	+1,9%	6 218	-3,8%	5 358	+11,3%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	171	-0	61	-2	169	-3
Dette au 31 décembre (12)	2 608	+1,9%	3 919	+2,3%	1 151	-
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	11,2%	-1,7 pt	11,5%	+2,2 pt	13,2%	-1,7 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	4,8%	-4,4 pt	5,0%	+1,7 pt	10,6%	-1,5 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	47,4%	+0,9 pt	74,5%	+4,7 pt	30,0%	+0,2 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,2 ans	+ 0,6 an	6,5 ans	- 1,1 an	2,3 ans	+ 0,3 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22).

Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 provisoires.

3.7 Comptes consolidés de l'ensemble des collectivités des DOM (y compris syndicats) (2/2)

Budgets principaux et annexes consolidés - Opérations réelles

	La Réunion		Mayotte		France métropolitaine	
	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
Population municipale	871 157	+0,9%	-	-	65 505 213	+0,3%
Population totale (a)	880 875	+0,9%	320 282	+3,3%	66 696 758	+0,3%
Nombre de communes	24	+0,0%	17	+0,0%	34 836	-0,0%
2024	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution	Euros par habitant (a)	Évolution
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	4 115	+4,2%	2 670	+7,2%	3 362	+3,9%
Achats et charges externes	935	+5,5%	518	-0,6%	862	+5,6%
Frais de personnel	1 720	+3,1%	1 227	+3,9%	1 179	+4,5%
Charges financières	105	+11,9%	29	+90,6%	83	+13,0%
Dépenses d'intervention	1 270	+4,1%	773	+16,7%	1 124	+2,3%
Autres dépenses de fonctionnement	84	+4,1%	122	+10,3%	114	-5,5%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	4 746	+2,7%	3 173	+10,3%	3 964	+2,2%
Impôts et taxes	3 114	+0,7%	1 204	+0,7%	2 502	+1,6%
<i>dont : Impôts et taxes DOM et Corse</i>	910	+1,5%	560	+3,3%	4	-0,8%
<i>dont : Octroi de mer</i>	632	+2,1%	441	+5,9%	0	-
Concours de l'État	782	-0,0%	988	+3,8%	544	+0,4%
Subventions reçues et participations	597	+14,0%	771	+51,8%	322	+3,4%
Ventes de biens et services	176	+6,8%	154	-8,4%	422	+6,8%
Autres recettes de fonctionnement	77	+35,9%	55	+2,9%	174	+5,3%
Épargne brute (3) = (2)-(1)	631	-5,7%	503	+30,2%	602	-5,9%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	1 845	+1,0%	1 122	-21,3%	1 185	+7,0%
Dépenses d'équipement	1 138	-9,6%	1 069	-20,5%	932	+6,5%
Subventions d'équipement versées	603	+26,1%	45	-28,2%	190	+5,7%
Autres dépenses d'investissement	104	+14,8%	9	-52,5%	63	+18,5%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	1 351	+42,5%	721	-13,1%	409	+3,9%
FCTVA	152	+26,3%	141	+48,3%	97	+8,2%
Dotations et Subventions d'équipement	1 113	+45,5%	569	-20,9%	230	+3,9%
Autres recettes d'investissement	86	+36,4%	11	-24,7%	82	-0,8%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	5 960	+3,2%	3 793	-3,2%	4 546	+4,7%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	6 097	+9,5%	3 894	+5,0%	4 373	+2,4%
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	137	-2	101	-1	-173	+1
Remboursements de dette (8)	359	+22,9%	56	+41,2%	278	+0,8%
Emprunts (9)	355	-3,1%	180	-	396	+27,7%
Flux net de dette = (9)-(8)	-4	-1	124	+2	117	+3
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	6 319	+4,1%	3 849	-2,7%	4 825	+4,4%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	6 452	+8,7%	4 075	+7,5%	4 769	+4,1%
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	133	-2	226	-2	-56	+0
Dettes au 31 décembre (12)	4 114	-1,3%	765	+15,6%	3 147	+3,7%
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	13,3%	-1,2 pt	15,8%	+2,4 pt	15,2%	-1,3 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	5,7%	-2,4 pt	14,1%	+2,0 pt	8,2%	-1,2 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	86,7%	-3,6 pt	24,1%	+1,1 pt	79,4%	+1,1 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,5 ans	+ 0,3 an	1,5 ans	- 0,2 an	5,2 ans	+ 0,5 an

(a) Population municipale et comptée à part. Population légale au 1er janvier. Les évolutions intègrent celles de la population.

Sources : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion en opérations réelles ; budgets principaux et annexes, y compris les EPSM (M22).

Montants calculés hors gestion active de la dette. Insee, recensement de la population. Données 2024 provisoires.

3B. Les principales caractéristiques des finances des COM et de la Nouvelle-Calédonie

Les collectivités d'outre-mer (COM) sont constituées de la Polynésie française, du territoire de Wallis-et-Futuna, de la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Outre leurs compétences particulières, les COM et la Nouvelle-Calédonie disposent d'une autonomie en matière fiscale. En effet, les COM fixent elles-mêmes leurs propres règles fiscales et douanières et perçoivent le produit de cette fiscalité.

- **La Nouvelle-Calédonie** compte une population totale de 268 510 habitants pour une dépense locale totale de 2,5 Md€ en 2023 selon les comptes administratifs.

Depuis 2016, dans un souci de plus grande transparence, le budget de la Nouvelle-Calédonie se décompose en trois budgets distincts :

- un budget propre retrace les flux nécessaires au financement des compétences particulières de la Nouvelle-Calédonie,
- un budget annexe de répartition regroupe les taxes et impôts qui entrent dans l'assiette des dotations aux collectivités : provinces, communes et Nouvelle-Calédonie,
- un budget annexe de reversement centralise les taxes affectées, centimes additionnels et fonds de concours et alimente les divers organismes et collectivités bénéficiant de financements dédiés.

La part des impôts et taxes représente 74,1 % des recettes de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie en 2023. Les principales recettes fiscales sont, par ordre décroissant, la taxe générale sur la consommation (471,0 M€)²¹, l'impôt sur les sociétés (276,1 M€), l'impôt sur le revenu (249,3 M€), les droits d'enregistrement (98,8 M€), la taxe sur les alcools et les tabacs en faveur du secteur sanitaire et social (92,1 M€), les droits de douane (73,8 M€) et la taxe sur les produits pétroliers (67,4 M€)²². Les autres recettes sont constituées de transferts financiers de l'État (57,9 M€ de dotation globale de compensation) et d'emprunt (332,4 M€).

Le budget de la Nouvelle-Calédonie est constitué pour une très large part de recettes qui sont reversées aux provinces, aux communes ainsi qu'à divers organismes locaux. La répartition des recettes fiscales du budget de répartition en faveur des provinces et des communes est encadrée par la loi organique n° 99-209 modifiée. Ainsi, depuis 2014, et conformément à ces dispositions, 68,3 % des recettes issues des impôts, droits et taxes perçus ainsi que des recettes de la régie des tabacs ont été reversés pour 55,5 % aux provinces et pour 16,8 % aux communes.

- **La Polynésie française** compte 48 communes réparties dans cinq archipels, regroupant une population totale de 283 147 habitants.

La Polynésie française est une collectivité d'outre-mer dont l'autonomie est régie par l'article 74 de la Constitution. Ce statut lui donne compétence en matière de fiscalité, principale recette de fonctionnement de la collectivité (1 333 M€ soit près de 80 % des recettes réelles de fonctionnement en 2023). La Polynésie française bénéficie également du soutien de l'État, notamment par le versement de la dotation globale d'autonomie (DGA) d'un montant annuel de 90,5 M€.

Le compte administratif 2023 de la Polynésie française est marqué par une augmentation des ressources fiscales de 141,3 M€ (+ 11,9 % entre 2022 et 2023).

Une part des recettes fiscales perçues par la Polynésie française (160,4 M€ en 2023) est reversée aux communes par l'intermédiaire du Fonds intercommunal de péréquation, selon des modalités encadrées par la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée. L'État contribue également par une dotation globale de fonctionnement (82,1 M€ en 2023) au fonctionnement des communes.

- **Le territoire de Wallis-et-Futuna** compte une population totale de 11 620 habitants. Les recettes totales du territoire atteignent 54,7 M€ et les dépenses 57 M€ selon le compte administratif 2023 du budget principal. Les recettes de fonctionnement du budget principal du territoire (46,2 M€ en 2023) sont issues principalement des recettes douanières (25 M€) et de dotations et subventions de l'État (12,4 M€).

²¹ Budgets annexes de répartition et de reversement confondus

²² Budgets annexes de répartition et de reversement confondus

- **La collectivité de Saint-Barthélemy**, qui exerce les compétences d'une commune, d'un département et d'une région, compte une population totale de 10 585 habitants pour une dépense totale de fonctionnement et d'investissement de 114 M€ en 2023, selon le compte financier unique.

Près de 90 % de ses recettes de fonctionnement proviennent des impôts et taxes. Les principales recettes fiscales sont la taxe départementale de publicité foncière (56 M€), les droits de quai (24,5 M€), la taxe de séjour (15,9 M€) et l'impôt sur les sociétés (5,1 M€).

- **La collectivité de Saint-Martin**, qui exerce les compétences d'une commune, d'un département et d'une région, compte une population totale de 32 358 habitants pour une dépense totale de fonctionnement et d'investissement de 163,3 M€ en 2023.

Les impôts et taxes représentent 86 % des recettes totales de fonctionnement de la collectivité. Les principales recettes fiscales sont les droits de consommation (29,6 M€), les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (22,6 M€), l'impôt sur les sociétés (22,1 M€), la taxe départementale de publicité foncière (18 M€), l'impôt sur les revenus (17,9 M€) et la taxe sur les carburants (11,6 M€). Les dotations de l'État (22 M€) représentent 12 % des recettes totales de fonctionnement.

- **La collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon**, qui exerce les compétences d'un département et d'une région, compte une population totale de 6 092 habitants pour une dépense totale de fonctionnement et d'investissement de 65,6 M€ en 2023, selon le compte administratif.

Le produit des impôts et taxes constitue 71 % des recettes de fonctionnement de la collectivité. Le produit de la fiscalité (32,8 M€) repose principalement sur l'impôt sur le revenu (15,8 M€), les droits de consommation (9 M€) et l'impôt sur les sociétés (5,8 M€). Les dotations et subventions de l'État (5,8 M€) représentent 12,6 % des recettes totales de fonctionnement.

ANNEXE 5

Ratios financiers obligatoires et disparités des situations communales, départementales et régionales

BENOIT de LAPASSE, GUILLAUME LEFORESTIER (DGCL)

Définitions

Les ratios financiers obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus ont été repris ici pour l'ensemble des communes, les EPCI, les départements et les régions selon différents axes. Par exemple, pour les communes, une présentation est faite selon la strate de population, l'appartenance intercommunale, la situation géographique (rurale ou urbaine) ou selon le caractère touristique ou de montagne de la commune.

Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les versements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) diminuées des travaux en régie / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites aux DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : recettes hors fiscalité reversée.
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour versements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement « brutes » / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles), sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité, car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; *a contrario*, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement ou à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement « brutes » / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure du poids de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

Typologie

Territoire « urbain » : Une commune urbaine est une commune dense ou de densité intermédiaire au sens de la grille communale de densité. Les communes peu denses ou très peu denses sont dites rurales. Cette définition des communes urbaines remplace depuis novembre 2020 une définition basée sur les unités urbaines, qui considérait que les communes urbaines étaient celles appartenant à une unité urbaine.

Pour en savoir plus sur la grille communale de densité : <https://www.insee.fr/fr/information/6439600>

Les communes touristiques : au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination « commune touristique » désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans la dotation globale de fonctionnement (*source : ministère de l'intérieur, DGCL*). La dotation touristique se fondait sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Les communes touristiques concernent uniquement la France métropolitaine.

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

- **les communes touristiques du littoral maritime :** ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer (*source : Institut français de l'environnement [IFEN] dissous en 2008 et remplacé par le Service de la donnée et des études statistiques [SDES]*) ;
- **les communes touristiques de montagne :** les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (*source : ministère de l'agriculture et de l'alimentation*) ;
- **les communes touristiques « supports de station de sports d'hiver » :** ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de station de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'étude celles dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) (*source : service d'études d'aménagement touristique de la montagne*).

A. Disparités communales

1. Ratios financiers obligatoires des communes, par strate de population en 2024

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine hors Paris	1 115	642	790	1 328	394	840	184	55,2	90,9	29,7	63,2
France métropolitaine y compris Paris	1 190	659	804	1 401	402	972	178	53,6	91,7	28,7	69,4
Outre-mer	1 471	475	547	1 639	414	781	269	63,5	95,6	25,3	47,7
France	1 199	653	796	1 408	402	966	181	54,0	91,8	28,6	68,6
Communes en France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.	788	433	502	992	394	586	167	44,0	87,2	39,7	59,1
3 500 à 10 000 hab.	1 057	601	764	1 278	416	753	160	55,6	89,1	32,5	58,9
Moins de 10 000 hab.	887	495	598	1 098	402	648	164	49,1	88,0	36,6	59,0
10 000 hab. ou plus hors Paris	1 361	799	996	1 577	385	1 047	205	59,6	93,0	24,4	66,4

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Communes en France métropolitaine	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 100 hab.	1 107	440	453	1 536	710	647	275	22,8	80,0	46,2	42,1
100 à 200 hab.	830	375	395	1 111	496	582	215	28,0	83,3	44,6	52,4
200 à 500 hab.	722	376	392	931	383	507	174	34,8	85,9	41,2	54,5
500 à 2 000 hab.	754	419	482	946	378	572	163	44,2	87,8	39,9	60,4
2 000 à 3 500 hab.	867	496	611	1 075	406	653	161	50,4	87,6	37,7	60,8
3 500 à 5 000 hab.	987	562	706	1 212	421	724	162	53,4	87,8	34,8	59,7
5 000 à 10 000 hab.	1 092	621	792	1 311	413	768	159	56,5	89,7	31,5	58,6
10 000 à 20 000 hab.	1 239	692	899	1 450	388	822	176	59,2	91,4	26,7	56,7
20 000 à 50 000 hab.	1 387	812	1 024	1 600	406	998	203	60,6	93,1	25,4	62,4
50 000 à 100 000 hab.	1 511	866	1 115	1 756	445	1 354	222	59,8	93,8	25,4	77,1
100 000 hab. ou plus hors Paris	1 332	833	965	1 536	312	1 099	220	58,2	93,7	20,3	71,5

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Champ : France métropolitaine.

2. Principaux ratios financiers des communes selon la situation géographique

Comptes de gestion 2024	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole hors Paris											
- Communes "rurales"											
Moins de 10 000 hab.	824	449	520	1 038	406	624	184	45,2	87,1	39,1	60,1
10 000 hab. et plus	1 045	571	686	1 297	349	657	251	53,8	86,8	26,9	50,7
Ensemble	827	450	522	1 041	405	624	185	45,3	87,1	38,9	60,0
- Communes "urbaines"											
Moins de 10 000 hab.	1 008	585	748	1 213	396	695	128	55,1	89,5	32,7	57,3
10 000 hab. et plus	1 364	801	999	1 580	385	1 050	204	59,6	93,1	24,4	66,5
Ensemble	1 267	742	930	1 479	388	953	183	58,6	92,3	26,2	64,4

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021) ; calculs DGCL.

Comptes de gestion 2024	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole hors Paris											
- Communes de montagne											
Moins de 10 000 hab.	1 103	580	689	1 411	599	990	214	43,7	86,8	42,5	70,2
10 000 hab. et plus	1 344	737	980	1 605	372	1 041	188	59,1	90,5	23,2	64,9
Ensemble	1 150	611	746	1 449	555	1 000	209	47,2	87,6	38,3	69,0
- Communes hors montagne											
Moins de 10 000 hab.	856	483	585	1 053	374	599	157	50,1	88,2	35,5	56,9
10 000 hab. et plus	1 362	801	997	1 576	385	1 047	205	59,6	93,1	24,4	66,4
Ensemble	1 112	644	793	1 317	380	826	182	56,0	91,2	28,8	62,7

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021) ; calculs DGCL.

3. Principaux ratios financiers des communes selon l'appartenance intercommunale

Comptes de gestion 2024	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine hors Paris											
- Métropoles, CU ^(a)											
Moins de 10 000 hab.	982	578	736	1 163	361	578	90	55,7	90,0	31,0	49,7
10 000 hab. et plus	1 391	838	1 038	1 595	350	1 031	189	60,0	93,7	21,9	64,6
Ensemble	1 322	795	987	1 522	352	955	172	59,5	93,3	23,1	62,7
- CA											
Moins de 10 000 hab.	867	496	627	1 067	388	619	143	52,1	88,3	36,4	58,1
10 000 hab. et plus	1 338	762	954	1 572	434	1 086	231	59,3	92,2	27,6	69,1
Ensemble	1 115	636	799	1 333	412	865	190	56,7	90,7	30,9	64,9
- CC à FPU											
Moins de 10 000 hab.	857	457	552	1 067	404	664	186	46,9	88,0	37,9	62,3
10 000 hab. et plus	1 234	670	885	1 449	393	964	190	57,3	92,2	27,1	66,5
Ensemble	894	478	584	1 104	403	693	187	48,3	88,5	36,5	62,8
- CC à FA											
Moins de 10 000 hab.	1 064	654	609	1 372	515	762	210	41,2	84,4	37,5	55,6
10 000 hab. et plus	1 298	749	735	1 497	538	872	156	55,3	92,6	36,0	58,3
Ensemble	1 074	658	614	1 378	516	767	208	41,9	84,8	37,5	55,7

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

(a) : Y compris métropole de Lyon.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021) ; calculs DGCL.

4. Ratios financiers obligatoires des communes en 2024, selon le type de communes et leur population

Comptes de gestion 2024	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	€/hab DGF	€/haBGF	€/hab DGF	%	%	%	%
Communes en métropole hors Paris											
- Communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	1 040	645	703	1 324	489	861	163	48,4	86,0	36,9	65,0
10 000 hab. et plus	1 214	848	908	1 452	464	1 104	116	57,5	91,1	32,0	76,0
Ensemble	1 094	708	767	1 364	481	937	148	51,5	87,7	35,3	68,7
- Communes du littoral maritime											
Moins de 10 000 hab.	1 005	685	719	1 287	464	789	145	53,9	84,8	36,1	61,3
10 000 hab. et plus	1 196	871	909	1 432	458	1 111	108	58,0	91,1	32,0	77,6
Ensemble	1 090	768	804	1 351	462	932	129	55,9	87,7	34,2	69,0
- Communes "supports de station de sport d'hiver"											
Moins de 10 000 hab.	1 390	864	912	1 802	622	1 314	167	35,8	85,4	34,5	72,9
10 000 hab. et plus	1 346	802	787	1 674	603	1 177	85	51,6	86,9	36,0	70,3
Ensemble	1 387	859	903	1 793	621	1 305	161	36,9	85,5	34,6	72,8
- Autres communes touristiques de montagne											
Moins de 10 000 hab.	886	427	503	1 127	489	786	218	45,3	87,5	43,4	69,7
10 000 hab. et plus	1 436	775	990	1 631	224	1 327	264	54,7	97,3	13,7	81,3
Ensemble	912	443	527	1 152	476	812	220	46,0	88,2	41,3	70,5
- Autres communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	961	556	664	1 183	434	717	156	52,4	88,5	36,7	60,6
10 000 hab. et plus	1 278	714	919	1 514	514	1 008	151	56,1	91,3	33,9	66,6
Ensemble	1 030	590	720	1 255	451	781	155	53,4	89,2	36,0	62,2

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021) ; calculs DGCL.

B. Disparités intercommunales

Ratios financiers obligatoires des groupements de communes à fiscalité propre en 2023, selon leur nature juridique et fiscale

Comptes de gestion 2024	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
CU et métropoles ^(a)	496	205	10	632	214	727	139	38,1	87,9	33,9	115,1
CA	468	194	36	571	131	383	85	39,5	88,4	22,9	67,2
CC à FPU	394	185	53	477	104	200	51	42,4	86,8	21,8	42,0
CC à FA	387	170	143	463	92	152	47	37,6	87,7	19,8	32,8
France entière	453	194	36	560	148	433	91	39,7	87,8	26,5	77,3

(a) hors métropole de Lyon

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021) ; calculs DGCL.

C. Disparités départementales

Ratios financiers des conseils départementaux par strate de population en 2024

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine	1013	9	57	1087	125	512	118	21,5	97,7	11,5	47,1
Outre-mer	1398	4	16	1590	191	371	253	28,8	90,5	12,0	23,3
France	1022	9	56	1099	127	508	121	21,8	97,4	11,5	46,2
France métropolitaine											
Moins de 250 000 hab.	1210	9	57	1387	194	552	229	26,9	92,0	14,0	39,8
250 000 à 500 000 hab.	1090	11	53	1195	143	504	153	23,3	95,7	11,9	42,2
500 000 à 1 000 000 hab.	957	7	41	1037	113	413	121	21,8	96,5	10,9	39,9
Plus de 1 000 000 habitants	1004	11	68	1056	120	569	95	20,2	99,7	11,4	53,9

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).

Champ : France y compris Mayotte et Collectivité européenne d'Alsace. Hors métropole de Lyon et Ville de Paris (comptées avec le secteur communal).

Hors gestion active de la dette.

D. Disparités régionales

Ratios financiers obligatoires des régions et des collectivités territoriales uniques en 2023

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Régions											
Auvergne-Rhône-Alpes	293	10	-2	402	43	317	.	17,2	82,6	10,8	79,0
Bourgogne-Franche-Comté	383	16	17	468	45	512	.	19,4	88,3	9,6	109,4
Bretagne	310	8	1	388	56	451	.	18,7	86,8	14,4	116,3
Centre-Val de Loire	388	12	0	458	38	459	.	16,2	94,7	8,2	100,3
Grand Est	402	11	-2	487	49	488	.	15,7	90,5	10,1	100,3
Hauts-de-France	406	10	3	453	34	603	0	17,1	96,7	7,5	133,1
Ile-de-France	246	10	-101	335	58	556	.	17,1	85,4	17,3	165,9
Normandie	375	9	-1	456	53	386	.	19,0	87,1	11,7	84,7
Nouvelle-Aquitaine	341	9	4	410	44	544	0	20,1	90,5	10,8	132,7
Occitanie	334	8	5	413	54	600	.	18,9	87,6	13,0	145,2
Pays-de-la-Loire	285	9	-4	346	50	562	.	17,0	91,9	14,4	162,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	367	8	-13	461	37	555	.	16,5	85,8	7,9	120,4
Ensemble des régions métropolitaine	330	10	-19	412	48	508	0	17,6	88,5	11,6	123,4
Régions d'outre-mer (ROM)											
Guadeloupe	692	6	3	854	321	1 235	.	30,3	105,2	37,6	144,6
La Réunion	554	11	13	733	269	1 273	.	34,3	87,0	36,6	173,6
Ensemble régions	335	10	-18	418	52	522	0	18,1	88,6	12,5	124,8
Collectivités territoriales uniques et de Corse											
Corse	2 944	23	71	3 373	449	3 180	303	24,7	95,2	13,3	94,3
Martinique	2 259	26	81	2 537	357	2 617	395	32,0	96,9	14,1	103,1
Guyane	1 501	6	35	1 804	508	704	184	41,8	86,3	28,1	39,0
Régions et CTU	364	10	-17	451	58	548	4	19,3	89,1	12,8	121,6

En 2021, la CVAE disparaît, compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants d'impôts locaux négatifs.

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

ANNEXE 7

Les finances des établissements publics locaux (EPL)

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

7A. Comptes des établissements publics locaux (EPL) - Budgets principaux

2024	CCAS- CIAS ^(a)	Caisses des écoles	Régies autonomes	SDIS ^(b)	CGFPT ^(c)	Associations syndicales autorisées
Nombre d'établissements ^(d)	11 362	824	783	97	96	8 024
Montants des budgets (en millions d'euros)						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	3 708	600	2 614	5 107	657	165
Achats et charges externes	878	226	1 151	802	112	114
Frais de personnel	2 213	358	908	4 197	511	27
Charges financières	14	0	25	41	1	5
Dépenses d'intervention	516	10	83	35	16	6
Autres dépenses de fonctionnement	86	6	447	32	17	13
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	3 845	619	2 808	5 565	696	212
Impôts, taxes et tarifications	1	0	178	2	0	1
Concours de l'État	2	0	0	3	0	0
Dotations et participations reçues	2 732	436	867	5 358	14	20
Ventes de biens et services	707	148	1 366	165	670	176
Autres recettes de fonctionnement	402	34	398	36	12	16
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	137	19	194	457	39	47
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	168	14	422	919	34	98
Dépenses d'équipement	150	14	298	895	34	86
Subventions d'équipement versées	10	0	0	21	0	0
Autres dépenses d'investissement	9	0	124	3	0	12
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	77	4	233	420	7	74
FCTVA	14	2	1	112	4	0
Autres dotations et subventions d'investissement	27	2	93	291	0	59
Autres recettes d'investissement	35	0	140	17	3	15
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	3 876	614	3 036	6 027	691	263
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	3 922	623	3 041	5 985	703	286
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	+46	+8	+6	-42	+12	+24
Remboursements de dette (8)	37	1	67	167	5	65
Emprunts (9)	29	1	113	187	10	64
Flux net de dette =(9)-(8)	-8	-0	+46	+20	+5	-1
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	3 913	615	3 103	6 193	696	328
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	3 951	624	3 154	6 172	713	351
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+38	+8	+52	-22	+17	+23
Dette au 31 décembre	407	3	818	1 639	42	202

(a) Centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours.

(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

(d) Établissements recensés pour lesquels un compte de gestion a été tenu et ayant déclaré un montant non nul en dépenses, en recettes ou en encours de dette.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

7B. Comptes des établissements publics locaux (EPL) - Budgets annexes

2024	CCAS- CIAS ^(a)	Caisses des écoles	Régies autonomes	SDIS ^(b)	CGFPT ^(c)	Associations syndicales autorisées
Montants des budgets (en millions d'euros)						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	4 485	17	318	18	23	0
Achats et charges externes	1 152	3	162	11	19	0
Frais de personnel	3 243	12	73	6	3	0
Charges financières	32	#VALEUR!	8	0	0	0
Dépenses d'intervention	4	2	0	0	0	0
Autres dépenses de fonctionnement	54	0	74	0	1	0
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	4 565	17	388	19	25	0
Impôts, taxes et tarifications	0	0	2	0	0	0
Concours de l'État	49	0	0	0	#VALEUR!	0
Dotations et participations reçues	2 474	14	18	11	2	0
Ventes de biens et services	1 823	3	322	2	23	0
Autres recettes de fonctionnement	219	0	45	5	0	0
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	80	0	70	1	1	0
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	151	0	124	1	0	0
Dépenses d'équipement	148	0	113	1	0	0
Subventions d'équipement versées	0	0	0	#####	0	0
Autres dépenses d'investissement	3	0	11	0	0	0
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	78	0	41	0	0	0
FCTVA	20	0	1	0	0	0
Autres dotations et subventions d'investissement	36	0	29	0	0	0
Autres recettes d'investissement	21	0	11	0	0	0
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	4 636	17	442	18	23	0
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	4 643	17	429	19	25	0
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	+7	-0	-13	+1	+1	0
Remboursements de dette (8)	79	0	21	0	0	0
Emprunts (9)	51	0	43	0	0	0
Flux net de dette =(9)-(8)	-27	+0	+22	-0	+0	0
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	4 714	17	463	18	23	0
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	4 694	17	472	19	25	0
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-20	-0	+9	+1	+1	0
Dettes au 31 décembre	989	-	247	0	-	0

(a) Centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours.

(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

7C. Évolution des comptes des établissements publics locaux (EPL)

Budgets principaux et annexes - 2024 / 2023

	<i>en %</i>					
2024 / 2023	CCAS- CIAS ^(a)	Caisse des écoles	Régies autonomes	SDIS ^(b)	CGFPT ^(c)	Associations syndicales autorisées
Évolution du nombre d'établissements ^(d)	-3,0%	-6,8%	+0,8%	+0,0%	+0,0%	-0,9%
Évolution des budgets						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	+10,9%	+6,5%	+7,0%	+3,4%	+0,5%	-5,2%
Achats et charges externes	+12,3%	+2,8%	+3,4%	+0,3%	+8,3%	-9,4%
Frais de personnel	+8,9%	+8,8%	+6,7%	+4,1%	-0,3%	-
Charges financières	+15,6%	-	+10,0%	+11,6%	-	+21,5%
Dépenses d'intervention	+98,5%	+5,7%	-	+11,5%	-	+10,3%
Autres dépenses de fonctionnement	-47,6%	+13,6%	+19,9%	-13,0%	-49,9%	+1,5%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	+12,0%	+8,6%	+6,0%	+4,2%	+1,3%	-2,8%
Impôts, taxes et tarifications	-1,1%	-	+46,3%	-	-	-
Dotations et participations reçues	+10,5%	+3,3%	-4,0%	+4,4%	-5,7%	-
Ventes de biens et services	+7,2%	+4,0%	+7,0%	+0,3%	+1,6%	-3,3%
Autres recettes de fonctionnement	+53,6%	+671,4%	+12,6%	-9,1%	-8,0%	+0,9%
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	+75,0%	+261,3%	-4,4%	+14,4%	+17,4%	+6,9%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	+2,2%	+8,6%	-1,8%	+12,5%	+5,1%	+3,7%
Dépenses d'équipement	-0,2%	+8,7%	-10,4%	+12,1%	+10,5%	+10,1%
Subventions d'équipement versées	+39,2%	+773,5%	-	-	-	-
Autres dépenses d'investissement	+71,0%	-96,4%	+38,5%	-75,5%	-98,5%	-26,4%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	+1,1%	-17,3%	-18,1%	+8,6%	+20,3%	-3,9%
FCTVA	+9,5%	+11,3%	-26,4%	+0,7%	+59,0%	-
Autres dotations et subventions d'investissement	-0,1%	-27,2%	-34,5%	+12,7%	-93,4%	+37,0%
Autres recettes d'investissement	-2,1%	-56,6%	+3,0%	-0,6%	+51,6%	-56,2%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	+10,6%	+6,5%	+5,5%	+4,7%	+0,7%	-2,1%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	+11,8%	+8,4%	+3,6%	+4,5%	+1,4%	-3,1%
Remboursements de dette (8)	+6,2%	-	-15,9%	+0,9%	-	+42,1%
Emprunts (9)	-29,0%	-	+21,0%	+3,5%	-	+35,2%
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	+10,5%	+6,5%	+4,9%	+4,6%	+0,8%	+4,3%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	+11,2%	+8,5%	+4,2%	+4,5%	+2,6%	+2,2%
Dette au 31 décembre	-2,1%	-	+11,7%	+8,1%	-	-0,3%

(-) : pas de données

(a) Centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours.

(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

(d) Établissements recensés pour lesquels un compte de gestion a été tenu et ayant déclaré un montant non nul en dépenses, en recettes ou en encours de dette.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

ANNEXE 8

La fiscalité locale

MAXIME VAYNE (DGCL)

En 2024, les recettes fiscales des collectivités locales (y compris les budgets annexes) et des syndicats se composent pour 40 % d'impôts directs locaux et pour 60 % d'autres impôts et taxes locales.

Dans les **impôts directs**, on distingue traditionnellement, d'une part, les taxes dites « ménages » (même si une partie est versée au titre de locaux commerciaux ou industriels) : taxe d'habitation, essentiellement sur les résidences secondaires (THRS), taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), taxe sur le foncier bâti (FB) et non-bâti (FNB) et, d'autre part, les impôts dits « économiques », car versés par les entreprises : cotisation foncière des entreprises (CFE), imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM). La fiscalité directe englobe aussi la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et enfin le produit des taxes annexes mises en place en 2015 : la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA), à destination de la région Île-de-France, et la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), à destination du bloc communal.

L'évolution du produit de la fiscalité directe locale en 2024 est toujours positive, après les variations de la période 2020-2023 et les changements liés à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP).

Sur l'ensemble des collectivités locales, le produit de la fiscalité directe locale repart à la hausse en 2024, avec + 5 % hors fractions de TVA (+ 3,4 % en les y intégrant). Le produit de fiscalité locale s'élève ainsi à 68,5 Md€ en 2024, contre 65,2 Md€ l'année précédente, et retrouve donc son niveau de 2022. Avec la prise en compte des fractions de TVA, le produit de fiscalité atteint 115,8 Md€ en 2024, contre 112 Md€ en 2023.

Le produit des taxes « ménages » continue d'augmenter pour atteindre cette année 47,9 Md€ (contre 45,7 Md€ en 2023), soit une hausse de + 4,8%. Les recettes de la taxe foncière sur le foncier bâti restent le moteur de cette croissance, passant de 39,8 Md€ en 2023 à 41,9 Md€ en 2024.

Le produit des impôts économiques tend à se stabiliser, après la suppression du versement de la CVAE aux collectivités locales, (qui représentait près de la moitié du montant en 2022). En 2024, le produit global des impôts économiques augmente de 500 M€ (+ 5 %), pour atteindre 10,9 Md€. Le produit de la taxe sur les surfaces commerciales, est particulièrement dynamique (+ 11,1 %), tout comme celui de la taxe GEMAPI (+ 16,4 %) par rapport à l'année dernière.

Aux impôts directs s'ajoutent **d'autres taxes locales**, dont les plus importantes sont les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). D'après les comptes de gestion des collectivités, l'ensemble de ces autres taxes représente 103,9 Md€ en 2024 (y compris les impôts et taxes de la section d'investissement), dont 52,9 Md€ de transferts de TVA (*tableau 1*). Les recettes de ces taxes baissent légèrement de -0,2 % par rapport à 2023, en raison essentiellement du fort recul des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fléchissant de -13,6% soit -2,2 Md€. L'an dernier, ils reculaient déjà de -20,6 % soit -4,2 Md€, ce qui porte à -6,4 Md€ les pertes de ressources cumulées depuis deux ans.

Définitions

Taux d'imposition

Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité : les « taux statistiques moyens » publiés ici rapportent le produit réellement reçu aux bases. Ainsi, les produits comprennent le cas échéant les « gains et pertes », le lissage depuis 2017, et ils intègrent divers produits supplémentaires : majoration sur les résidences secondaires pour la TH, taxe additionnelle sur le non-bâti, part incitative de la TEOM. Le taux moyen qui en résulte diffère donc légèrement du taux moyen calculé par l'administration fiscale pour déterminer les taux plafonds, et qui se rapproche de la « moyenne des taux de taxe ». Contrairement à cette approche réglementaire, les taux statistiques publiés ici permettent le bouclage entre les bases, les produits et les taux.

Effet base, effet taux

L'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à contour du groupement identique, bien sûr) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

TABLEAU 1 - IMPOTS ET TAXES PERÇUS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

(en millions d'euros)

2024	Communes ^(c)	Syndicats	GFP ^(d)	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2024	Évolution 2024 / 2023
Total des impôts et taxes	55 046	2 341	41 169	47 503	27 585	173 644	+1,6%
Impôts et taxes de la section de fonctionnement	54 329	2 341	40 965	47 503	27 306	172 443	+1,8%
- Impôts locaux^(a)	45 075	269	22 017	383	748	68 492	+5,0%
TH ^(e)	2 662	15	1 046	-	-	3 723	-1,6%
TH logements vacants	170	1	7	-	-	178	+27,6%
Foncier bâti (FB)	39 220	175	2 552	-	-	41 946	+5,3%
Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)	763	-	-	-	-	763	+4,7%
<i>Versements coeff. correcteurs (FB)</i>	4 408	-	-	-	-	4 408	+4,7%
<i>Prélèvements coeff. correcteurs (FB)</i>	-3 645	-	-	-	-	-3 645	+4,6%
Foncier non bâti (FnB) ^(f)	1 013	7	285	-	-	1 305	+4,4%
CFE	574	2	7 454	-	-	8 031	+5,6%
CVAE	0	-	0	-	-	0	-
IFER	92	-	748	383	671	1 894	-0,5%
TASCOM	23	-	1 016	-	-	1 039	+11,1%
TEOM	558	69	8 363	-	-	8 990	+5,6%
GEMAPI et TASA	-	-	546	-	77	623	+16,4%
- Autres impôts et taxes^(b)	9 253	2 072	18 949	47 120	26 557	103 951	-0,2%
Fraction de TVA	1 423	0	13 965	20 691	16 409	52 487	+3,3%
DMTO	3 803	0	277	9 857	156	14 093	-13,6%
Attribution fonds de péréq. DMTO	-233	0	-27	456	54	251	-
TICPE	263	0	114	5 187	6 137	11 701	+6,6%
TSCA	97	0	74	9 420	139	9 731	+5,7%
Versement mobilité (VM)	7	1 108	4 356	0	0	5 471	+6,0%
TCFE	1 034	856	37	798	11	2 735	-10,5%
Certificats d'immatriculation	0	0	0	0	2 362	2 362	+16,1%
Recettes liées à l'apprentissage et à la formation professionnelle	0	0	0	18	68	86	-67,0%
Taxe d'aménagement	1	0	8	396	9	415	-32,3%
Taxe de séjour	524	11	455	41	1	1 032	+29,3%
Corse et Outre-mer	1 273	6	12	161	1 058	2 510	+3,6%
<i>dont : carburants</i>	116	2	12	105	346	581	+2,5%
<i>octroi de mer</i>	1 155	0	0	51	396	1 603	+3,7%
Pylônes électriques	344	0	0	0	0	344	+9,5%
Balayage	112	0	0	0	0	112	-0,5%
Taxes funéraires	0	0	0	0	0	0	+19,1%
Taxes sur les passagers	4	0	0	1	0	5	-12,2%
Droits de place	166	0	4	0	0	169	+2,3%
Permis de conduire	0	0	0	0	0	0	-66,8%
Véhicule de transport de marchandises	0	0	0	0	0	0	-98,2%
Déchets stockés	18	7	1	0	0	27	+6,6%
Locaux à usage de bureaux	0	0	4	0	213	217	+1,8%
Redevance des mines	7	0	1	11	0	19	+1,9%
Eaux minérales	18	0	0	0	0	18	-3,7%
Jeux et paris	343	2	8	0	0	353	+0,2%
Remontées mécaniques	49	3	1	23	0	75	+3,1%
Publicité extérieure	227	0	3	0	0	230	+7,2%
<i>Solde (dont autres reversements)</i>	-226	79	-345	60	-59	-492	-
Impôts et taxes de la section d'investissement^(b)	718	0	203	0	279	1 200	-21,9%
Taxe d'aménagement	718	0	203	0	30	951	-25,5%
TICPE	0	0	0	0	249	250	-2,7%
Autres	0	0	0	0	0	0	-

(a) Source : Recensement des éléments d'imposition (REI). (b) Source : Comptes de gestion. Voir la partie "Définitions" pour la signification des acronymes.

(c) Y compris Ville de Paris. (d) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

(e) Y compris majorations des résidences secondaires et hors produit TH perçu par l'État.

(f) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI pour les impôts locaux et comptes de gestion pour les autres.

TABLEAU 2 - LES RECETTES DE LA FISCALITE LOCALE (a)

(en millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble de la fiscalité locale	92 612	95 696	97 840	65 553	68 329	65 208	68 492
Taxe d'habitation (TH)							
Communes	15 471	15 977	16 218	1 908	1 967	2 679	2 662
<i>dont : résidences secondaires (b)</i>	1 697	1 795	1 801	1 907	1 967	2 679	2 662
Syndicats	90	91	82	30	20	16	15
GFP	7 135	7 375	7 493	821	835	1 089	1 046
<i>dont : résidences secondaires</i>	-	-	776	820	835	1 089	1 046
Secteur communal	22 697	23 443	23 793	2 759	2 822	3 784	3 723
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)							
Communes	69	73	82	80	81	135	170
Syndicats	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,7
GFP	2	2	2	2	2	4	7
Secteur communal	71	75	84	82	83	139	178
Taxe sur le foncier bâti (FB)							
Communes	17 527	18 358	18 775	32 360	33 945	37 266	39 220
Syndicats	95	96	88	137	154	170	175
GFP	1 773	1 839	1 907	1 802	2 127	2 382	2 552
Secteur communal	19 394	20 293	20 770	34 298	36 225	39 818	41 946
Départements	14 065	14 059	14 314	-	-	-	-
CTU	169	174	179	-	-	-	-
Ensemble collectivités	33 628	34 526	35 264	34 298	36 225	39 818	41 946
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) (c)							
Communes	840	858	869	873	904	972	1 013
Syndicats	4	4	4	6	7	7	7
GFP	223	230	233	237	250	271	285
Secteur communal	1 067	1 092	1 106	1 116	1 160	1 250	1 305
Cotisation foncière des entreprises (CFE)							
Communes	641	618	629	540	544	563	574
Syndicats	2	2	2	2	3	2	2
GFP	7 311	7 385	7 634	6 311	6 555	7 039	7 454
Secteur communal	7 954	8 006	8 265	6 853	7 102	7 604	8 031
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)							
Communes	126	624	654	650	623	-	-
GFP	4 701	5 033	5 193	5 135	4 978	-	-
Secteur communal	4 826	5 657	5 847	5 785	5 600	-	-
Départements	4 008	3 776	3 867	3 823	3 692	-	-
Régions et CTU	8 890	9 492	9 776	32	32	-	-
Ensemble collectivités	17 725	18 925	19 490	9 639	9 324	-	-
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)							
Communes	71	71	73	78	82	88	92
GFP	535	562	580	609	643	699	748
Secteur communal	605	633	653	687	725	787	840
Départements	281	290	300	314	330	360	383
Régions et CTU	652	633	664	646	639	756	671
Ensemble collectivités	1 538	1 557	1 617	1 647	1 694	1 903	1 894
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)							
Communes	28	21	26	26	25	26	23
GFP	747	770	773	769	822	909	1 016
Secteur communal	774	791	799	794	847	935	1 039
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (d)							
Communes	619	626	624	503	517	545	558
Syndicats	517	525	534	556	613	612	69
GFP	5 787	5 861	5 979	6 373	6 787	7 353	8 363
Secteur communal	6 924	7 012	7 137	7 432	7 918	8 510	8 990
<i>dont part incitative</i>	20,8	28,2	33,5	36,0	39,5		
Taxes annexes							
GEMAPI (Secteur communal)	154	190	204	275	380	458	546
TASA (Région IdF)	80	80	80	77	77	77	77

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) Y compris majoration des résidences secondaires.

(c) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(d) Par collectivité réellement bénéficiaire, après reversement des GFP aux syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

TABLEAU 3 - LES BASES NETTES (a)

(en millions d'euros)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH) (b)	Valeur locative des locaux d'habitation	120 368	124 347	126 482	-	-	-	-
	- Abattements pour charges de famille	7 577	7 727	7 720	-	-	-	-
	- Abattements facultatifs	8 634	8 883	8 972	-	-	-	-
	- Exonérations	12 154	12 816	13 437	-	-	-	-
	= Bases nettes des communes	92 004	94 921	96 353	11 291	11 501	14 303	13 466
	dont : résidences principales	81 791	84 221	85 614	-	-	-	-
	résidences secondaires	10 213	10 700	10 739	11 291	11 501	14 303	13 466
	Syndicats	10 182	10 458	9 705	3 666	2 336	1 631	1 092
	GFP	77 462	80 741	82 051	9 826	10 014	12 361	11 735
	dont : résidences principales	-	-	72 701	-	-	-	-
résidences secondaires	-	-	9 350	9 826	10 014	12 361	11 735	
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	390	410	462	452	454	765	977
	Syndicats	15	16	15	14	14	0	36
	GFP	18	19	21	20	21	40	65
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	90 299	92 742	94 812	90 904	94 597	100 998	105 544
	Syndicats	9 465	9 662	9 093	8 972	9 394	10 043	10 662
	GFP	55 044	57 135	58 656	57 502	62 103	67 772	71 519
	Départements	85 975	80 599	82 429	-	-	-	-
	CTU	926	956	985	-	-	-	-
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) (c)	Communes	1 985	2 027	2 051	2 056	2 124	2 273	2 362
	Syndicats	111	113	112	113	118	122	132
	GFP	1 954	1 993	2 017	2 022	2 094	2 242	2 329
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	3 593	3 481	3 549	3 050	3 084	3 188	3 227
	Syndicats	77	81	86	58	54	50	58
	GFP	28 072	28 304	29 210	23 881	24 726	26 358	27 748
	Secteur communal (d)	30 091	30 271	31 274	25 881	26 750		30 975
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	Communes	10 690	10 867	10 994	8 069	8 309	8 764	8 984
	Syndicats et GFP	64 876	66 835	68 195	72 883	76 151	80 233	83 696
	Secteur communal	75 567	77 701	79 188	80 952	84 460	88 997	93 398
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	53 738	104 407	108 594	87 503	100 828	109 823	126 171
	TASA (Région IdF)	33 128	33 597	34 365	33 434	34 518	36 433	37 925

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) À partir de 2021, la base nette de la TH sur les résidences secondaires pour les communes et les GFP. Base nette de la TH sur tous les locaux pour les syndicats.

(c) Non compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(d) La base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

TABLEAU 4 - LES TAUX MOYENS D'IMPOSITION (a)

(en %)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH) (b)	Communes	16,82	16,83	16,83	16,90	17,10	18,73	19,77
	Syndicats	0,89	0,87	0,85	0,83	0,86	0,98	1,38
	GFP	9,21	9,13	9,13	8,35	8,34	8,81	8,91
	Secteur communal	24,67	24,70	24,69	24,44	24,54	26,46	27,65
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	17,61	17,71	17,68	17,68	17,83	17,65	17,37
	Syndicats	1,16	1,13	0,98	1,05	1,02	nc	nc
	GFP	10,04	10,03	10,06	9,94	9,86	10,00	11,42
	Secteur communal	18,13	18,22	18,17	18,15	18,31	18,22	18,20
Taxe sur le foncier bâti (FB) (c)	Communes	19,41	19,79	19,80	35,60	35,88	36,90	37,16
	Syndicats	1,01	0,99	0,97	1,52	1,63	1,69	1,64
	GFP	3,22	3,22	3,25	3,13	3,43	3,51	3,57
	Secteur communal	21,48	21,88	21,91	37,73	38,29	39,42	39,74
	Départements	16,36	17,44	17,37	-	-	-	-
	CTU	18,21	18,21	18,16	-	-	-	-
Ensemble des collectivités	37,24	37,23	37,19	37,73	38,29	39,42	39,74	
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) (d)	Communes	42,30	42,32	42,34	42,46	42,54	42,76	42,89
	Syndicats	3,78	3,63	3,66	5,76	5,98	5,74	5,50
	GFP	11,42	11,54	11,57	11,71	11,92	12,09	12,23
	Secteur communal	53,75	53,86	53,92	54,30	54,62	54,99	55,25
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	17,84	17,77	17,72	17,70	17,65	17,66	17,79
	Syndicats	3,13	2,76	2,61	4,03	5,02	4,00	3,99
	GFP	26,04	26,09	26,13	26,43	26,51	26,71	26,86
Secteur communal	26,43	26,45	26,43	26,48	26,55	25,74	25,93	
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (e)	Communes	5,79	5,76	5,68	6,23	6,22	6,22	6,21
	Syndicats et GFP	9,72	9,55	9,55	9,51	9,72	9,88	10,07
	Secteur communal	9,16	9,02	9,01	9,18	9,37	9,52	9,63
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	0,29	0,18	0,19	0,31	0,38	0,42	0,43
	TASA (Région IdF)	0,24	0,24	0,23	0,23	0,22	0,21	0,20

Pour chaque type de collectivité, les taux moyens des taxes dites "ménages" sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme de leurs bases. Les produits réellement perçus intègrent les "gains et pertes", les lissages depuis 2017, et les produits des taxes additionnelles ou des majorations. Pour le secteur communal et l'ensemble des collectivités, les taux moyens sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.

Pour la CFE, la base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) Y compris majoration des résidences secondaires. À partir de 2021, taux moyen de la TH sur les résidences secondaires ; tous types de locaux pour les autres années.

(c) À partir de 2021, la part départementale de la TFPB est incluse dans le produit communal pour le calcul du taux moyen.

(d) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(e) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

TABLEAU 5 - DECOMPOSITION DE L'EVOLUTION DES PRODUITS DES TAXES EN 2024 :
EFFET BASE ET EFFET TAUX

(en %)

Collectivités selon le type de fiscalité (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)		Évolution du produit	Effet base*	Effet taux*
Taxe d'habitation (TH) ^(a)	Communes	-0,6	-8,2	+8,2
	dont : membres d'un EPCI à FA	+10,2	-0,4	+10,7
	: membres d'un EPCI à FPU	-1,4	-8,7	+8,0
	EPCI à FP (y compris MGP)	-4,0	-6,2	+2,3
	dont : à FA	+1,9	-2,1	+2,2
	: à FPU	-4,3	-2,2	+2,3
	Secteur communal	-0,7	-8,2	+8,2
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	+25,8	+24,8	+0,8
	dont : membres d'un EPCI à FA	+38,6	+38,0	+0,4
	: membres d'un EPCI à FPU	+25,4	+24,4	+0,8
	EPCI à FP (y compris MGP)	+68,7	+39,6	+20,9
	dont : à FA			
: à FPU	+68,3	+39,6	+20,6	
Secteur communal	+27,3	+26,4	+0,8	
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	+5,2	+4,5	+0,7
	dont : membres d'un EPCI à FA	+5,0	+4,7	+0,3
	: membres d'un EPCI à FPU	+5,2	+4,5	+0,7
	EPCI à FP (y compris MGP)	+7,1	+4,6	+2,4
	dont : à FA	+5,9	+4,8	+1,0
	: à FPU	+7,2	+4,6	+2,5
	Secteur communal	+5,3	+4,5	+0,8
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) ^(b)	Communes	+4,3	+3,4	+0,8
	dont : membres d'un EPCI à FA	+4,2	-1,5	+5,7
	: membres d'un EPCI à FPU	+4,3	+3,8	+0,5
	EPCI à FP (y compris MGP)	+5,1	+3,8	+1,3
	dont : à FA	+5,5	+4,0	+1,4
	: à FPU	+5,1	+3,7	+1,3
Secteur communal	+4,4	+3,8	+0,6	
Ensemble des " Taxes ménages "	Communes	+4,9	+3,7	+1,1
	dont : membres d'un EPCI à FA	+5,7	+3,9	+1,8
	: membres d'un EPCI à FPU	+4,9	+3,7	+1,1
	EPCI à FP (y compris MGP)	+3,8	+1,5	+2,3
	dont : à FA	+5,2	+3,8	+1,3
	: à FPU	+3,7	+1,4	+2,4
Secteur communal	+5,0	+3,8	+1,2	
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	+1,9	+1,8	+0,1
	EPCI	+5,9	+5,3	+0,6
	dont : à FA	+7,2	+5,8	+1,4
	: à FPU	+5,9	+5,3	+0,6
	Secteur communal	+5,6	+5,3	+0,3
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ^(c)	Secteur communal	+5,3	+4,1	+1,2

* Lorsqu'un groupement instaure une taxe qui n'existait pas l'année précédente, cette instauration est intégralement comptée dans l'effet taux. On considère que la base préexistait, mais qu'elle était affectée d'un taux nul. Cela explique les écarts entre l'évolution des bases dans le tableau 5.3 et l'effet base ici.

A noter que l'effet base et l'effet taux sont des facteurs multiplicatifs et non additifs. Ainsi pour la THLV des EPCI, on a $1,396 \times 1,209 = 1,6877$ et non pas $39,6\% + 20,9\% =$ Evolution du produit

FA : fiscalité additionnelle ; FPU : fiscalité professionnelle unique.

(a) Y compris majoration sur les résidences secondaires.

(b) Y compris taxe additionnelle.

(c) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

TABLEAU 6 - PRINCIPALES REDEVANCES ET RECETTES TARIFAIRES EN 2024

(en millions d'euros)

2024	Communes ^(a)	Syndicats	GFP ^(b)	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2024	Évolution 2024 / 2023
Ventes de produits finis							
vente d'eau	289	1 565	1 466	0	1	3 321	+4,8%
taxes et redevance d'eau	66	263	327	0		657	+4,7%
vente de terrains aménagés	233	19	359	5		615	-13,3%
Produits forestiers							
récoltes	3	1	0	0		4	-5,8%
coupes de bois	282	13	1	3	0	298	-3,8%
Utilisation du domaine							
concessions et redevances funéraires	141	3	3			148	+5,4%
droits de stationnement, location	794	37	121	97	15	1 063	+9,0%
redevance stationnement et post- stationnement	932	2	137	0		1 072	+14,5%
péage, passage, pesage	1	0	44	5		51	-0,5%
droits de chasse et pêche	31	1	0	0	0	32	-2,3%
pâturage	5	2	0			7	+4,5%
dégradation voies et chemins	5	0	0	3		9	-3,5%
redevance ski de fond	3	1	2			5	-16,1%
autres redevances	132	127	57	49	4	369	+17,4%
Prestations de services							
transport	1	9	1	1		12	-98,9%
enlèvements ordures, déchets	23	260	345			628	+5,5%
culture	339	24	119	29	1	512	+7,7%
sports et loisirs	439	39	294	7	1	780	+7,6%
analyse et désinfection	0	0	0	81	3	85	+67,8%
droits navigation	18	2	0	0	1	20	+0,9%
social	822	45	196	38	1	1 103	+3,2%
périscolaire	2 144	147	191	5	11	2 498	+6,9%
assainissement	455	1 344	2 909	113		4 821	+2,0%
location compteurs	26	90	114			230	-0,2%
Autres recettes							
ventes de marchandises	113	167	122	10	0	411	+7,3%
concessions, brevets, marques	31	54	21	3	0	108	-14,1%
revenus des immeubles	2 206	87	507	117	28	2 945	+5,6%
fermiers et concessionnaires	568	551	469	47	72	1 706	+5,2%

(a) Y compris Ville de Paris. (b) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.